

Assurance

«On se tourne vers d'autres sources de rendement»

Pour grandir, Retraites Populaires mise sur le partenariat public-privé et soutient une étude de traversée du lac à Genève

Richard Etienne

Retraites Populaires a signé, avec EconomieSuisse, UBS et Genève place financière, une étude de faisabilité de traversée du lac via un financement dans un partenariat public-privé surprenant. L'institution vaudoise n'est pas réputée pour s'engager dans de telles aventures et Berne repousse presque toujours ce genre d'idées. Les choses changeraient-elles? Entretien avec Serge Ledermann, directeur général adjoint et responsable de la Division investissements de Retraites Populaires.

Pourquoi Retraites Populaires soutient-il la traversée du lac?

Pour l'heure nous sommes au stade de l'étude de faisabilité. Rien n'est concret. Il s'agit de voir si le projet est possible et envisageable dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). En Suisse, la pratique du PPP est peu habituelle pour les projets d'envie, à l'exception d'un cas à Berthoud, dans le canton de Berne.

Quels sont les avantages?

Un PPP incite l'Etat à investir car les risques sont partagés avec les partenaires qui, dans notre cas, sont à la recherche d'opportunités pour faire face aux engagements de la prévoyance. Dans un PPP, les choses avancent plus vite. Le partenaire privé est incité à fournir l'infrastructure dans les délais impartis pour bénéficier du retour. Des projets routiers, ferroviaires, énergétiques pourraient être débloqués.

Pourquoi n'y a-t-il pas plus de PPP?

La Suisse ne privilégie pas les PPP car les finances publiques sont en général saines. Le plafond à l'endettement génère une hygiène financière et les taux d'intérêt faibles permettent d'emprunter à moindre coût. Certains milieux politiques estiment aussi qu'un PPP est une forme de financement trop onéreuse pour l'Etat ou qu'il tend à privilégier les privés.

Comment fonctionne un PPP?

Dans un PPP, un ouvrage est financé par des capitaux privés qui



Serge Ledermann, directeur général adjoint, responsable de la Division investissements de Retraites Populaires. PHILIPPE MAEDER

le détiennent pendant une durée assez longue, en général 35 ans. Il est ensuite restitué au partenaire public. Le cas de la traversée du lac ne ferait pas exception.

L'Etat ne s'endette donc pas mais doit payer pour la location et l'exploitation de l'ouvrage. Comment fixer ce prix?

Retraites Populaires est une société vaudoise de prévoyance professionnelle et d'assurance-vie qui compte 170 959 affiliés. Créée en 1907, l'entreprise de droit public a pour vocation d'aider la population à économiser de l'argent. Basée à Lausanne, elle n'a cessé d'élargir son portefeuille depuis. Parmi ses mandats, l'entreprise gère la Caisse intercommunale de

Fixer ce prix constitue la pierre d'achoppement. Il faut trouver le bon format. Le prix de location se détermine selon les taux d'intérêt et du risque. Dans le cas de la traversée, rien n'est précisé. L'étude, qui ne tranche pas entre un pont et un tunnel, propose des idées.

Entre Retraites Populaires et l'Etat, c'est gagnant - gagnant?

Géant de la prévoyance dans le canton

17,6 milliards de francs. L'encaissement de primes de Retraites Populaires en 2012 pour son activité d'assurance-vie et de prévoyance s'est élevé à 610 millions de francs, ce qui en fait le troisième acteur sur ces marchés en Suisse derrière Axa et Swiss Life. Ses grands concurrents sont ces deux leaders ainsi que Generali pour la prévoyance individuelle.

Oui. Depuis quelques années, le marché des taux ne procure que des rendements bas (de 1% à 1,5%) et très inférieurs aux besoins de la prévoyance qui, pour faire face à ses engagements, nécessite une rentabilité de 3% à 4,5%. On se tourne vers d'autres sources de rendement.

Vos placements alternatifs ont augmenté. Est-ce risqué?

Retraites Populaires demeure raisonnable. Nous avons augmenté notre exposition aux marchés des actions, très porteurs depuis 2012. Nos investissements en placements privés et dans l'immobilier aux Etats-Unis, en Europe et en Asie ont été renforcés. Après la crise, il y a des opportunités. Dans l'immobilier suisse, Retraites Populaires est propriétaire d'immeubles surtout dans le canton de Vaud. Ailleurs en Suisse et à l'international, nous opérons au travers de véhicules collectifs de placement.

Et les infrastructures suisses, à quel point est-ce nouveau?

C'est totalement nouveau. Les infrastructures sont actuellement au sommet de nos priorités. Retraites Populaires veut développer ses placements dans les infrastructures, bâtiments administratifs, médicaux-sociaux ou écoles, surtout dans le canton de Vaud. En Suisse, toutes les grandes caisses, publiques ou privées, voient dans les infrastructures de nouvelles possibilités d'investissement.

Comment réagit l'Etat?

Je crois qu'il commence à y avoir convergence de vues. Le pouvoir politique garde à l'esprit le fait que les caisses de pension et que les capitaux d'assurance attendent d'être sollicités. Le verrou qui consiste à dire «PPP on n'entre pas en matière» a sauté. C'est une avancée.

Regard de banquier

Patrick Boehler*



Un bancomat peut en cacher un autre

En parcourant votre relevé de compte, vous constatez des prélèvements d'argent ou des achats à l'étranger que vous n'avez pas effectués. Si votre carte bancaire n'a pas disparu, vous avez sans doute été victime de *skimming*. Contactez votre banque sans tarder! Elle bloquera définitivement la carte et, si le *skimming* est avéré, en règle générale elle vous remboursera. A noter que la procédure, qui se fait au cas par cas, peut durer plusieurs mois.

Le *skimming* consiste d'abord à copier la bande magnétique d'une carte et à se procurer son code d'accès (NIP). Par la suite, on fabrique une copie du précieux sésame pour faire des emplettes ou débiter le compte concerné. Caméras miniatures, faux claviers ou scanners font partie de la panoplie des malfrats pour piéger les automatés à billets. Mais il serait faux de croire que seuls ceux-ci sont visés puisque tout appareil acceptant des cartes bancaires peut être «skimmé». De plus en plus de terminaux de paiement sont piratés, surtout dans des stations d'essence et les gares. Pour lutter contre le phéno-

mène, les établissements bancaires multiplient les campagnes de prévention, sécurisent leurs appareils et proposent, à des degrés divers, des parades comme le plafonnement du montant des retraits journaliers à l'étranger, ou le géoblocage, qui consiste à bloquer l'utilisation de la carte. Car les retraits frauduleux sont effectués en majorité hors d'Europe, dans des pays où les appareils ne lisent que la bande

«Tout appareil acceptant des cartes bancaires peut être skimmé»

magnétique des cartes. En revanche, en Suisse et dans l'ensemble de l'Europe, ils lisent en priorité la puce, qui ne peut être falsifiée ou copiée. Ces mesures semblent efficaces puisque, si le nombre de piratages de cartes reste important, les sommes détournées sont désormais bien inférieures à ce qu'elles étaient auparavant.

* Directeur adjoint, banque de détail BCV

Les marchés boursiers

Indices boursiers

INDICE	CLÔTURE	VAR.*	INDICE	CLÔTURE	VAR.*
SPI	7596.83	▲ +0.72%	Stoxx 50	2804.43	▲ +0.77%
SMI	7994.58	▲ +0.83%	Dow Jones	15279.99	▼ -0.14%
CAC 40	4250.18	▲ +0.64%	Nasdaq	3819.63	▲ +0.11%
FT 100	6547.06	▲ +0.61%	Nikkei	14441.54	▲ +0.26%
Xetra DAX	8796.99	▲ +0.84%	Shanghai comp.	2337.76	▼ -0.20%
Euro Stoxx 50	2998.81	▲ +0.71%	Bovespa	54279.04	▲ +0.20%

*VAR = Variation par rapport à la veille

SMI (Swiss Market Index)

TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
ABB Ltd N	21.33	+0.9	+19.2	Richemont P	91.95	+0.3	+50.1
Actelion N	65.70	+3.4	+38.1	Roche BJ	242.80	+1.2	+31.5
Adeco N	66.40	+1.8	+38.2	SGS N	2070.—	+0.4	+2.1
CS Group N	29.09	+1.6	+33.2	Swatch Group P	575.50	-0.4	+47.3
Geberit N	238.80	+0.3	+15.6	Swiss Re N	76.35	+0.3	+15.3
Givaudan	1236.—	+1.7	+31.3	Swisscom N	442.90	+0.4	+14.7
Holcim N	65.45	-0.4	+1.8	Syngenta N	354.40	-1.8	+2.3
Julius Baer N	43.76	+1.4	+31.8	Transocean N	41.20	+1.1	-6.2
Nestlé N	62.20	+0.9	+0.3	UBS N	18.94	+1.7	+53.1
Novartis N	68.—	0.0	+16.0	Zurich Ins. N	238.40	+1.2	-2.4

*VAR = Variation par rapport à la veille **VAR = Variation sur un an

Valeurs romandes importantes

TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
Addex	3.57	0.0	-68.8	Kudelski	12.—	0.0	+1.1
Advanced Digital	16.50	+1.5	+37.5	Lem	635.—	-1.2	+38.0
APGSGA	239.20	-1.7	+39.7	Logitech	8.48	-0.6	+3.5
BCGE	235.50	+0.2	+14.0	Pargesa	69.10	+1.2	+6.8
BCV	493.50	-0.3	-1.4	PubliGroupe	92.55	-0.2	-26.0
Bque E.Rothschild	16600.—	+1.5	-2.6	Romande Energie	1155.—	+0.3	-3.8
Bobst	32.—	-0.8	+16.4	Swissquote	38.—	-0.3	+31.3
Co.Fin. Tradition	48.80	0.0	-14.4	Temenos	21.10	-0.2	+48.1
Aevis	35.—	0.0	+22.8	Vaudoise Assur.	375.50	+5.5	+32.2
Groupe Minoteries	331.25	-5.4	-35.0	Vetropack	1835.—	+2.5	+12.4

*VAR = Variation par rapport à la veille **VAR = Variation sur un an

Métaux précieux

	ACHAT CHF/KG	VENTE CHF/KG	ACHAT USD/OZ	VENTE USD/OZ
Or	37155.—	37655.—	1276.20	1277.—
Ag	618.50	633.50	21.34	21.39
Vreneli			213.—	240.—

Pétrole

	CLÔTURE	PRÉC.
Mazout 100l à 15° (prix indicatif)	104.8	105.5
Essence Litre (s/p 95)	1.82	1.82
Brent Brut en USD par baril	111.15	111.28

Monnaies (Billets)

	ACHAT	VENTE
Euro	1.2070	1.2690
Dollar US	0.8775	0.9495
Livre Sterling	1.4085	1.5085
Dollar Canadien	0.8515	0.9135
100 Yens	0.8885	0.9705
100 Cour. suéd.	13.6700	14.6300
100 Cour. norvég.	14.6800	15.8200
100 Cour. dan.	16.0100	17.1900

Retrouvez la Bourse en direct sur www.24heures.ch/bourse

FINANZ und WIRTSCHAFT

Tamedia
Annonces externalisées

Tamedia Publications romandes, l'éditeur de 24 heures, s'apprête à externaliser la production de ses annonces. La mesure devrait coûter une vingtaine d'emplois, dont dix licenciements environ, à l'entité romande du groupe de presse alémanique. L'externalisation interviendra d'ici au printemps prochain, a indiqué hier le groupe. Le département du PrePress à Lausanne, en subira «une dizaine de départs en retraite anticipée et une dizaine de licenciements». **ATS**

Carnet noir



Le patron du numéro un européen du bonbon, l'allemand Haribo, Hans Riegel, est mort à l'âge de 90 ans d'une tumeur au cerveau dont il avait été opéré au cours de l'été. Créé en 1920 à Bonn par Hans Riegel père, Haribo produit aujourd'hui dans 15 pays d'Europe, emploie plus de 6000 personnes et exporte dans plus de 110 pays. **AFP**

Le chiffre

26

En millions d'euros, la souscription de la banque Intesa Sanpaolo à l'augmentation de capital d'Alitalia. Ce qui correspond à la quote-part qui est la sienne dans la compagnie aérienne dont elle est actionnaire. Intesa apportera en plus jusqu'à 50 millions de garanties à l'appel de fonds si d'autres actionnaires n'y souscrivent pas. Au bord de la faillite, Alitalia dû se résoudre à une augmentation de capital de 300 millions d'euros. **Reuters**

Armement
RWM supprime 18 emplois

Le fabricant de munitions RWM Suisse supprime 18 emplois sur les 200 qu'il compte, invoquant un faible niveau des commandes et des surcapacités. Ses trois sites de Zurich, Altdorf et Studen (SZ) sont touchés. Une porte-parole de la maison mère allemande Rheinemetall à Düsseldorf a confirmé une information du journal *Uerner Wochenblatts*. Ces mesures découlent des coupes dans les budgets de défense de plusieurs pays. **ATS**